



PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES
COLLECTIVITES ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE

SERVICE DU
DEVELOPPEMENT DURABLE

ARRETE n° PREF-DCDD-2009-348**du 6 août 2009**

**portant prescriptions complémentaires aux dispositions de l'arrêté préfectoral
n° DCLAE-B1.89.60 du 9 mai 1989 et de l'arrêté n° D1-82-446 du 14 juin 1982
portant autorisation d'exploiter un atelier de chaudronnerie industrielle
sur le territoire de la commune de MIGENNES,**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, Livre V « prévention des pollutions, des risques et des nuisances » et notamment son article L.512-7 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 : " Travail mécanique des métaux et alliages "

VU l'arrêté préfectoral n° D1-82-446 du 14 juin 1982 portant autorisation à la société C.I.C.S d'exploiter un atelier de chaudronnerie industrielle sur le territoire de la commune de MIGENNES;

VU l'arrêté préfectoral n° DCLAE.B1.89.60 du 9 mai 1989 portant réactualisation des prescriptions techniques de la société C.I.C.S sur le territoire de la commune de MIGENNES;

VU le récépissé de mutation délivré le 24 septembre 1996 au profit de M. le Directeur de la société ONEX ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des installations classées, établi en date du 29 mai 2009;

VU le Bilan de fonctionnement décennal remis au Préfet de l'Yonne par la société ONEX en date du 03 avril 2009 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 9 juillet 2009;

CONSIDERANT qu'au regard des évolutions réglementaires et des évolutions d'activité sur le site d' ONEX, les prescriptions objet de l'arrêté préfectoral n° D1-82-446 du 14 juin 1982 modifié, susvisé doivent être actualisées;

L'exploitant consulté ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE :

Article 1^{er}

La Société ONEX, située 11, allée de l'Industrie, sur le territoire de la commune de MIGENNES, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, modifiant et complétant l'arrêté préfectoral n° D1-82-446 du 14 juin 1982 portant autorisation à la société C.I.C.S d'exploiter un atelier de chaudronnerie industrielle sur le territoire de la commune de MIGENNES.

Toute prescription antérieure contraire aux dispositions des articles suivants est abrogée.

Article 2 – Liste des Installations Classées

L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1989 susvisé est remplacé par:

L'établissement est autorisé au titre des rubriques suivantes :

Rubrique	Désignation des activités	Capacité des installations	Régime
2565.2.a	Traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique – Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves étant supérieur à 1 500 litres	Décapage de métaux dans une cuve de 80 000 litres	A
2560.2	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant comprise entre 50 kW et 500 kW	Puissance totale des machines utilisées de 368 kW	D
2920.2.b	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa comprimant ou utilisant des fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	2 compresseurs d'air de 90 kW soit un total de 180 kW	D

Article 3 – Arrêté ministériel du 30 juin 2006

L'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surface soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées est applicable à l'installation sauf en ce qu'il est contraire aux prescriptions édictées aux articles suivants

Article 4 – Consommation d'eau spécifique – Ligne Décapage

La consommation spécifique d'eau relative à l'activité de la ligne de décapage est limitée à 5 litres/m²/fonction de rinçage.

Article 5 – Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de substances relevant de l'annexe de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié par lessivage des installations de production, toitures, sols, aires de stockage, etc., ces eaux doivent être collectées et envoyées dans un ou plusieurs bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Elles ne peuvent être rejetées directement ou indirectement dans les eaux souterraines qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin.

Une étude spécifique doit démontrer l'aptitude du sol et du sous-sol à l'infiltration des eaux pluviales susvisées. Elle doit déterminer la nature et l'origine des substances rejetées dans les eaux pluviales, l'impact de l'infiltration sur la qualité des eaux souterraines et les caractéristiques et les performances attendues du dispositif d'infiltration mis en place ou à mettre en place.

Cette étude devra être remise 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

En fonction des résultats de l'étude susvisé, un arrêté préfectoral fixera les prescriptions particulières relatives aux conditions de rejet. Il pourra notamment fixer des valeurs limites d'émission pour les substances relevant de l'annexe de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié et les modalités de surveillance des eaux rejetées.

Article 6 – Valeurs limites de rejet – Eaux résiduaires

L'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1989 susvisé est remplacé par:

« En sortie de station, les effluents doivent après traitement, présenter les caractéristiques définies ci-après:

- Débit inférieur à 6 m3/j
- Température inférieure à 30°C
- 6,5<pH<9

Paramètre	Concentration limite (mg/l)	Conditions sur le flux
MeS	30	Si flux > 60 g/j
DCO	120	/
Fluorures	15	Si flux > 30 g/j
Chrome hexavalent	0,1	/
Chrome trivalent	2	Si flux > 4 g/j
Hydrocarbures totaux	5	Si flux > 10 g/j
Nickel	2	Si flux > 4 g/j
Cadnium	0,2	/
Fer	5	Si flux > 10 g/j
Azote Global	150	Si flux > 150 g/j
Phosphore total	50	Si flux > 150 g/j

Les systèmes de contrôle en continu doivent déclencher sans délai une alarme efficace signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites du pH et entraîner automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau.»

Article 7 – Autosurveillance des eaux résiduaires provenant de la ligne de décapage

Article 7-1 – Autosurveillance

Les modalités de l'auto surveillance sont définies ci-dessous :

Paramètre	Périodicité
Débit	Continu
pH	Continu
Température	Continu
MeS	Mensuelle
DCO	Mensuelle
Fluorures	Mensuelle
Chrome hexavalent	Mensuelle
Chrome trivalent	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	Mensuelle
Nickel	Mensuelle
Cadnium	Mensuelle
Fer	Mensuelle
Azote Global	Mensuelle
Phosphore total	Mensuelle

L'exploitant doit envoyer au moins une fois par trimestre à l'Inspection des Installations Classées, une synthèse des résultats obtenus, accompagnée des commentaires nécessaires.

Article 7-2 – Mesures comparatives

L'exploitant doit faire procéder, par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées, au moins une fois par semestre, aux prélèvements et analyses définis à l'article 7.1.

Pour les analyses, cet organisme doit être un laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement. Les analyses doivent être réalisées conformément aux normes en vigueur.

Article 7-3 – Contrôles inopinés

L'exploitant est tenu d'établir une convention avec un organisme extérieur pour que celui-ci intervienne de façon inopinée à la demande de l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du Code de l'Environnement.

La convention doit porter sur les paramètres visés à l'article 7.1 du présent arrêté.

Pour les prélèvements, l'organisme doit être différent de celui qui effectue les prélèvements des mesures comparatives.

Pour les analyses, l'organisme doit être un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'Environnement.

Article 8 – Déchets – Principes de Gestion

Article 8-1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Article 8-2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques..

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 et R.543-74 du Code de l'Environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R. 543-40 du Code de l'Environnement, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-131 du Code de l'Environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-152 du Code de l'Environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 8 -3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 8 -4 Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Article 8 -5 Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 8 -6 : Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-49 à R.541-64 et R.541-79 du Code de l'Environnement relatifs au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 9 –Analyse et transmission des résultats d'autosurveillance des déchets

L'élimination des déchets fera l'objet d'une comptabilité précise tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des installations classées. A cet effet, l'exploitant tient un registre sur lequel doivent être portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :

1. La désignation du déchet, son origine et son code indiqué à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
2. La date d'enlèvement ;
3. Le tonnage des déchets ;
4. Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;

5. La désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive n°2006/12/CE du 5 avril 2006 ;
6. Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;
7. Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
8. Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément aux articles R.541-49 à R.541-61 du code de l'environnement relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets ;
9. La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;
10. Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément aux articles R.541-49 à R.541-61 du code de l'environnement susvisés.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition des l'Inspecteur des installations classées pendant une durée d'au moins cinq ans.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'article R 541-45 du code de l'environnement relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets, et dont le modèle est fixé par l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005.

Article 10 – Niveaux acoustiques - Autosurveillance

L'article 5.4.3 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1989 susvisé est remplacé par:

« Une campagne de mesures de bruit doit être réalisée dans le délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté. Une mesure de la situation acoustique doit être effectuée après chaque modification notable des installations et au minimum tous les cinq ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

Le nombre et le choix des points de mesure est soumis à l'accord de l'inspection des installations classées. »

Article 11 – Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou le ministre de l'écologie et du développement durable d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet)

Article 12 – Exécution

Une copie du présent arrêté notifié par la voie administrative au Directeur de la société ONEX, chargé d'afficher en permanence et de façon visible dans l'installation un extrait de cet arrêté, sera adressée à :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Yonne,
- M. le Maire de MIGENNES ,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture,
- M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Yonne,
- M. le Chef du Service Interministériel des Affaires Civiles et Économiques de Défense et de Protection Civile,
- M. le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Yonne,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Auxerre, le - 6 AOUT 2009

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
Secrétaire Général,



Jean-Claude GENEY